



Onchocerciasis Control Programme in the Volta River Basin area  
Programme de Lutte contre l'Onchocercose dans la Région du Bassin de la Volta

JOINT PROGRAMME COMMITTEE  
Office of the Chairman

JPC - CCP

COMITÉ CONJOINT DU PROGRAMME  
Bureau du Président

COMITE CONJOINT DU PROGRAMME  
Première session  
Yamoussoukro, 24-27 novembre 1980

JPC1.4  
Partie 6  
octobre 1980

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES ZONES ONCHOCERQUIENNES TOGOLAISES

Le Programme de mise en valeur rationnelle des terres libérées de l'onchocercose, après les études préliminaires de 1975-1976 sur financement PNUD, est entré depuis dans sa phase de réalisation concrète, alternant à la fois les études de factibilité et les actions sur le terrain.

Dans le cadre des récentes études, nous pouvons mentionner :

LA MISE EN VALEUR DE LA BINAH ET DU PATALOU

Grâce à une assistance italienne, cette étude de la Région de la Kara a vu le jour. Elle prévoit la mise en valeur de près de 4000 ha dans la zone.

Les principaux objectifs visés sont :

- l'installation sur l'ensemble des zones de la Binah et du Patalou de quelque 2500 paysans aux fins de l'exploitation des vallées longtemps abandonnées;
- l'intensification des productions agricoles avec priorité aux cultures vivrières et surtout à la production rizicole. L'introduction de cultures de rentes telle l'arboriculture est envisagée;
- l'organisation des paysans sur la base d'une production coopérative;
- l'amélioration du milieu afin de limiter l'exode rural.

Le projet comporte la construction d'un barrage de 10 millions de m<sup>3</sup> d'eau sur la Binah et 20,5 millions sur le Patalou servant à irriguer respectivement 600 et 2000 hectares ce qui permettra de développer aussi le marécage.

Du fait de son coût assez élevé (environ 8 milliards), ce projet sera réalisé par tranches successives.

LA MISE EN VALEUR DE LA PLAINE DE MANDOURI

Il convient de rappeler que préalablement ce projet comptait parmi la série de création des pôles de développement.

C'est ainsi qu'il comportait un volet rizicole de 2000 ha, un volet élevage de 3000 têtes de bétail, et le reboisement sur 1500 ha.

Cette première étude avait été exécutée par le Bureau allemand Wagner Consult International (WCI) pour un montant de 58 millions.

Tout récemment, ce projet a suscité un intérêt particulier au niveau de la FAO qui voudrait l'orienter plutôt vers une action sociale.

Ainsi, depuis le début de 1980, une nouvelle étude a commencé avec pour tâche la définition d'une nouvelle orientation à savoir :

- le repeuplement de la vallée;
- l'augmentation de la production agricole par le développement de la riziculture et l'amélioration des cultures en sec;
- la mise en place de services d'appui aux paysans (vulgarisation, recherche, crédit, etc.);
- l'amélioration de l'infrastructure routière et sociale;
- l'amélioration d'autres secteurs de l'activité agricole tels l'élevage, les forêts, etc.

Ce projet comportera donc un volet rizicole sur 2000 ha grâce à la construction d'une digue de protection le long de l'Oti.

Les derniers documents d'études préliminaires envoyés par le Centre d'investissement de la FAO chargé des travaux chiffrent le projet à 2400 millions.

La fin des études est prévue pour le début de 1981.

#### LA MISE EN VALEUR DE LA FOSSE AUX LIONS

Il s'agit en réalité non d'une étude, mais d'une réactualisation.

L'aménagement de cette fosse comporte trois volets à savoir : l'hydraulique, humaine, pastorale et agricole. Le programme comprend :

- un aménagement hydro-agricole comprenant principalement le barrage sur le Koumfab en vue de constituer une retenue de 88 millions de m<sup>3</sup> d'eau;
- un programme socio-agricole pour mettre en valeur une superficie de 2000 ha grâce à l'installation de 1000 exploitants bénéficiant de structures améliorées et d'appui logistique.

La réactualisation avait aussi mis en évidence la nécessité d'études complémentaires dans les domaines de géotechnie, de topographie, d'hydrologie (humaine, agricole et pastorale).

En août dernier, à l'issue d'une convention passée entre la France (FAC) et le Togo, une subvention d'un montant de 110 millions de F CFA a été accordée à ces études.

#### LA MISE EN VALEUR DE LA ZONE DE TCHIRI

Le projet Tchiri constitue une des tranches du vaste programme de mise en valeur de la vallée de l'Oti.

Il s'agit de la mise en valeur agro-pastorale de près de 10 000 ha par les paysans qui peuvent réintégrer la zone après l'éradication de l'onchocercose.

L'étude topographique couvrant 1000 ha vient d'être achevée et les cartes remises au Gouvernement togolais. Quant à l'étude d'exécution, elle a été confiée à la Société togolaise d'étude de Développement (SOTED). Les travaux sont actuellement très avancés et les documents définitifs sont espérés à la fin de l'année.

Il convient de signaler que ces deux études financées par l'agence américaine pour le développement (USAID) coûtent respectivement 22 200 000 et 57 500 000 F CFA. Rappelons pour terminer que le projet vise principalement la riziculture paysannale et le marécage.

#### LA MISE EN VALEUR DE LA PLAINE DU MO ET DE BASSAR

Les buts sont d'accroître les exploitations agricoles et d'élevage, encourager et guider l'immigration de la zone de Bassar. Pour la plaine du MÔ, on procédera à la collecte des données à son désenclavement.

L'étude est financée grâce à une provision de la Banque mondiale réservée à la région maritime pour un montant d'environ 20 millions de F CFA.

La SOTED chargée de l'exécution de l'étude devra déposer le rapport à la fin de septembre 1980.

Le développement intégré de Bassar et la mise en valeur du MÔ, bien qu'étant deux entités différentes, doivent être intimement liés pour l'exécution.

Cette liste non limitative comporte d'autres études comme les ranches de Borgou, de Darko, etc.

Mais c'est dans le domaine des réalisations que se traduit le processus de développement socio-économique des zones libérées de cette terrible maladie qu'est l'onchocercose. Dans ce contexte précis, plusieurs actions ont été entreprises récemment tandis que celles ayant connu une exécution dans le temps se poursuivent. C'est dans ce cadre que nous placerons les programmes suivants.

#### LA MISE EN VALEUR DE LA VALLEE DE LA KARA

Dénommé projet FED, l'aménagement de la vallée de la Kara a débuté depuis 1974 et a été reconduit pour une 2ème tranche en 1977. Ce projet à caractère socio-économique vise :

- le décongestionnement des massifs Kabyè par l'installation de 1000 familles paysannes sur les terres inoccupées dans la vallée de la Kara au rythme de 250 familles/an;
- l'amélioration de la production dans la zone d'intervention.

L'opération "occupation productive" de la zone de la Kara comporte des objectifs précis destinés à sécuriser les colons, à savoir :

- attribution de terres aux paysans;
- construction d'un pont sur la Kara;
- mise en place d'infrastructures rurales (pistes, puits, construction de logements, de magasins, etc.);
- introduction de la culture attelée;
- mise sur pied d'un service de vulgarisation et d'encadrement.

L'opération se poursuit normalement et actuellement près de 628 familles avec les infrastructures nécessaires ont été installées sur 3000 ha.

L'action de décongestionnement a été couplée avec celle d'encadrement des autochtones pour les années à venir. Les 1000 familles seront réinstallées d'ici 1982.

La première tranche aurait coûté 117 millions tandis que les dépenses au cours de la seconde sont estimées à près de 2,5 milliards.

#### L'AMENAGEMENT DU NORD-TOGO

Ce programme financé conjointement par le PNUD, la FAO et le Gouvernement togolais vise dans sa première phase les objectifs suivants :

- l'augmentation et l'amélioration de la production par l'introduction de la culture attelée, l'usage des engrais et l'emploi de semences sélectionnées;
- la diversification des activités de production;
- l'amélioration des structures d'accueil;
- la protection et la régénération des sols;
- la formation des paysans et artisans ruraux.

Les actions à entreprendre dans le long terme permettront de renforcer les structures actuelles mises en place tout en mettant par ailleurs l'accent sur :

- la mise en valeur intensive des terres inexploitées;
- le développement de l'élevage lié à l'agriculture;
- la définition d'un type d'encadrement technique, économique et social.

Ayant démarré depuis 1976, il se poursuit normalement. Plus de 3,5 milliards sont prévus au titre des dépenses pour le prochain quinquennat.

#### LE PROGRAMME VIVRIER ATCHANGBADE-SIRKA

Conçu dans le cadre de la modernisation de l'agriculture villageoise afin de permettre aux populations concernées de se prémunir contre la pénurie de produits alimentaires, le programme vise :

- l'amélioration de la productivité par l'augmentation des rendements à l'hectare et l'accroissement des superficies cultivées;
- l'augmentation des revenus agricoles par la commercialisation des excédents des produits vivriers, sur les marchés urbains;
- la résorption des disparités régionales;
- la satisfaction des besoins alimentaires de la région.

Grâce à la création de point d'appui, à la modernisation des exploitations et à celle de périmètres villageois, ce projet mettra d'ici 1983 plus de 2500 ha en valeur pour des productions diverses.

Son financement est assuré par le fonds d'entraide et de garantie des emprunts des pays de l'Entente, l'USAID et le Gouvernement togolais pour un montant de 417 millions de F CFA.

Le programme vient de démarrer cette année, ce qui nous oblige à attendre les résultats encore pendant un certain temps.

#### LE PROGRAMME D'INTENSIFICATION AGRICOLE DANS LES SAVANES

Son exécution vient de démarrer et son financement assuré par le Togo et le FED pour un total de 1400 millions. Cette année, plus de 300 familles sélectionnées sur un total de 2000 concernées feront l'objet d'un suivi.

## OBJECTIFS

- La mise au point de thèmes techniques et de systèmes de production les mieux adaptés à l'écologie de la région.
- L'installation d'un centre de démonstration et des exploitations test afin d'y expérimenter, multiplier et diffuser des nouvelles variétés et techniques culturales améliorées.
- La formation des agriculteurs.
- La mise en place d'organisation villageoise à caractère coopératif capable d'assurer l'approvisionnement en équipements de base et en moyens de production, et constituer par la suite la relève de l'encadrement.

Ce projet couvrira après cinq ans de vie les caritons de Nano, de Sissiak, de Nanergou, de Nioukpourma, tous situés à l'ouest de Dapaon.

## LE PROJET NAMIELE

Parmi les projets de type agro-industriel programmés, le projet Namiélé est le seul à avoir connu un démarrage. Les premiers aménagements ont débuté en 1979 et le programme comporte un volet amélioration et développement global du secteur paysannal avec l'encadrement pour la culture du riz pluviale et irriguée, un volet élevage de plus de 8000 têtes de bétail.

Il couvrira au total plus de 40 000 ha dont 2500 ha de riz irrigué. Déjà plus de 1000 animaux de type Zébu, N'Dana et Borgou sont disponibles sur un pâturage amélioré de 400 ha. Le barrage de Gravillou a été réaménagé et permet de faire des essais très encourageants sur la culture du riz.

Le grand barrage prévu sera destiné à l'irrigation et à l'adduction d'eau de la ville de Mango et des villages voisins. L'électrification aussi sera assurée grâce au même ouvrage.

Le financement est assuré par un crédit suisse et l'exécution confiée à Universal Engineering and Financing Corporation (UNEFICO).

Le programme d'éradication de l'onchocercose devrait, si les conditions financières se réunissaient, couvrir l'ensemble des grands bassins fluviaux du Togo, à savoir les bassins de l'Oti, de la Kara, de la Keran, du Mono et du Sio, étant entendu que la maladie s'étend à toutes ces zones.

Cependant, dans sa phase actuelle, l'action anti-onchocerquienne ne couvre que la moitié nord du pays, un effort étant prévu dans une seconde phase pour atteindre les vallées du Mono et du Sio plus au sud.

Comme on peut le constater à travers les divers projets présentés, les programmes des zones libérées bénéficient d'une conception à la fois plus souple et plus précise, c'est-à-dire des études dont l'exécution est possible eu égard au financement nécessaire.

Un autre objectif poursuivi est d'éviter un repeuplement anarchique de ces zones, les gaspillages et les tâtonnements improductifs.

Dans la politique globale de développement du Gouvernement, les zones libérées doivent faire l'objet de développement intégré se basant sur la maîtrise de l'eau. Aussi, les aménagements hydro-agricoles revêtent une importance particulière dans la mise en valeur des terres arrachées à la maladie.

Par conséquent, la poursuite de la lutte contre la maladie devra se poursuivre au-delà du programme oncho normale afin d'éviter les réinvasions.

